

Les effets politiques de la crise

LE CERCLE. (par Hélène Rey) - D'un point de vue économique, la crise de 2008 a souvent été comparée à la Grande Dépression des années 1930. Le commerce international a spectaculairement plongé, la production manufacturière a chuté dans les économies avancées, les flux de capitaux se sont taris et bien sûr, le système financier s'est écroulé.

Cette fois-ci, les banquiers centraux, qui voulaient à tout prix éviter les erreurs de leurs prédécesseurs des années 1930 sont intervenus de façon massive pour essayer de juguler la baisse de l'activité mondiale. Certains pays comme la Chine et les Etats-Unis ont effectué des relances budgétaires importantes. Grâce à ces mesures, la chute libre du commerce international et la baisse rapide de l'activité économique ont été enrayerées. L'épicentre de la crise s'est déplacé vers la zone euro où la crise de la dette, qui menace la survie de l'Union monétaire, est maintenant au centre de toutes les préoccupations.

Mais au-delà des comparaisons économiques, il est aussi intéressant d'apprendre des retombées politiques des crises financières passées. Des études récentes (1) rappellent qu'après une grande proportion des crises en Amérique latine, on a assisté à un accroissement de l'inégalité des revenus. De même, les inégalités se sont accrues en Asie après la crise de 1997. Cette polarisation économique après les crises financières s'accompagne d'une polarisation politique, et ce pour un grand nombre de pays. Les électors sont de plus en plus séduits par les extrêmes après les crises bancaires et les crises de la dette. Les coalitions gouvernementales s'affaiblissent et la fragmentation des partis politiques augmentent.

L'émergence du Tea Party et du mouvement « Occupy Wall Street » aux Etats-Unis, la résurgence des partis extrêmes en Europe sont des réminiscences de ce phénomène. Ce phénomène de fragmentation tend à accroître la difficulté à effectuer des réformes et ainsi à mettre sur pied une politique de sortie de crise et de croissance. L'exemple des Etats-Unis ou de la Grèce et la difficulté de leurs parlements respectifs à se mettre d'accord pour réduire les déficits budgétaires viennent à l'esprit. Ces facteurs suggèrent que, s'il est vrai que les crises constituent des moments-clefs permettant de réformer en profondeur une économie, dans certains cas, la polarisation du système politique bloque le système et les réformes nécessaires et accroît le coût des crises dans de nombreux cas. Dans le contexte d'une crise des dettes souveraines, l'incertitude politique est certainement un déterminant important de l'écart des taux d'intérêt sur les obligations d'Etat.

Dans les années 1930, les partis d'extrême droite ont gagné des voix de façon disproportionnée. Une étude récente (2), sur les données de 171 élections dans 28 pays entre 1919 et 1939, montre que la Dépression des années 30 a favorisé les partis fascistes, et ce particulièrement dans les pays qui n'étaient pas démocratiques avant 1914, dans les pays où

les partis fascistes avaient déjà une base parlementaire, et dans les pays dont les frontières avaient bougé après 1918. Cette étude suggère que ce ne sont pas des récessions temporaires qui conduisent à l'ascension des partis fascistes mais les récessions prolongées. Une année de contraction de l'activité économique n'est pas suffisante pour accroître l'électorat d'extrême-droite de façon prolongée mais une dépression persistante l'est. Dans le contexte particulier de la crise de l'euro, ces travaux suggèrent à la fois d'importants risques politiques pour des pays comme la Grèce où la récession est particulièrement longue et les partis extrémistes ont une présence historique importante. Ils suggèrent aussi qu'une polarisation excessive à l'intérieur de la zone euro elle-même peut potentiellement être un frein majeur à la résolution de la crise.

(1) « Resolving Debt Overhang : Political Constraints in the Aftermath of Financial Crises » , par Atif Mian, Amir Sufi et Francesco Trebbi (2012), Working Paper n°16334, NBER, février 2012.

(2) « Right Wing Political Extremism in the Great Depression », par Alan de Bromhead, Barry Eichengreen et Kevin H O'Rourke, Discussion Papers in Economic and Social History, Number 95, University of Oxford, 2012